

Document sur l'agriculture

La Banque mondiale préconise de remettre l'agriculture au centre des efforts de développement

WASHINGTON, le 19 octobre 2007 - Le nouveau Rapport sur le développement dans le monde préconise d'investir davantage dans l'agriculture dans les pays en développement et de placer ce secteur au centre des efforts de développement pour pouvoir atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté et souffrant de la faim.

Intitulé « **L'agriculture au service du développement** », le rapport constate que le secteur agricole et le secteur rural ont été négligés et n'ont pas bénéficié d'investissements suffisants ces 20 dernières années. Alors que 75 % de la population pauvre mondiale vit dans les espaces ruraux, seulement 4 % de l'aide publique au développement va à l'agriculture dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, une région fortement tributaire de l'agriculture pour sa croissance, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ne représentent que 4 % des dépenses publiques totales et la charge fiscale reste relativement lourde dans ce secteur.

Le Groupe de la Banque mondiale recommande d'adopter un nouveau plan d'action pour une agriculture au service du développement. Selon le Rapport sur le développement dans le monde, pour les populations les plus pauvres, une augmentation du PIB déterminée contribue environ quatre fois plus efficacement à faire reculer la pauvreté lorsque cette augmentation vient de l'agriculture et non d'un autre secteur.

« Dans les pays en développement, un plan d'action dynamique mettant l'agriculture au service du développement pourrait apporter beaucoup à l'immense population de ruraux, estimée à 900 millions de personnes, qui vit avec moins d'un dollar par jour et exerce en majorité une activité agricole » explique **Robert B. Zoellick, Président du Groupe de la Banque mondiale**. « Nous devons accorder plus d'importance à l'agriculture à tous les niveaux. Sur le plan international, les pays doivent adopter des réformes indispensables, notamment pour diminuer les subventions génératrices de distorsions et ouvrir les marchés, et les organisations de la société civile, en particulier les associations de producteurs agricoles, doivent être davantage impliquées dans l'élaboration des politiques agricoles. »

Selon le rapport, l'agriculture offre des voies possibles pour sortir de la pauvreté à condition que des mesures soient prises pour augmenter la productivité dans le secteur des produits alimentaires de base, pour inciter les petits exploitants à se lancer dans les domaines très porteurs et à forte valeur ajoutée de l'horticulture, de l'aviculture, de l'aquaculture et des produits laitiers, et enfin pour créer des emplois ruraux non agricoles.

« En Asie de l'Est, la croissance agricole a permis de faire reculer considérablement la pauvreté rurale au cours des 15 dernières années » explique **François Bourguignon, Économiste en chef à la Banque mondiale et Premier Vice-président, Économie du développement**. « La difficulté est de maintenir et de renforcer le pouvoir unique qu'a l'agriculture de diminuer la pauvreté, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud où le nombre de ruraux pauvres continue d'augmenter et va rester supérieur au nombre de citoyens pauvres pendant encore au moins 30 ans. »

Pour sa part, la Banque mondiale, dont le volume des prêts à l'agriculture et au développement rural avait diminué dans les années 80 et 90, est résolue à augmenter son appui dans ces domaines. Les montants engagés durant l'exercice 07 ont atteint 3,1 milliards de dollars, en hausse pour la quatrième année consécutive.

DES CONSTATS PRÉCIS

Le rapport tire aussi la sonnette d'alarme sur les disponibilités alimentaires mondiales, mises à mal par la demande croissante de produits alimentaires, d'aliments pour animaux et de biocarburants, par la hausse des

prix de l'énergie, par la pénurie croissante de terres et d'eau, et par les effets des changements climatiques. Cette situation contribue à son tour à l'incertitude qui règne sur l'évolution future des prix des produits alimentaires.

L'agriculture est responsable de 85 % de la consommation d'eau dans le monde et elle contribue au déboisement, à la dégradation des sols et à la pollution. Le rapport recommande de rendre certaines mesures pour mettre en place des systèmes de production plus viables et propose des incitations pouvant favoriser la protection de l'environnement.

Le rapport indique que **dans les pays à vocation agricole** - qui comptent 417 millions de ruraux, dont 170 millions ont moins d'un dollar par jour pour vivre - le secteur agricole est essentiel à la croissance globale, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. La plupart de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne, où l'agriculture emploie 65 % de la population active et contribue pour 32 % à la croissance du PIB.

Concernant l'Afrique subsaharienne, le rapport met en relief les problèmes auxquels il convient de s'attaquer de toute urgence, à savoir l'insuffisance des dépenses publiques allouées à l'agriculture, la fourniture d'un appui à l'aide alimentaire d'urgence par des donateurs qui ne portent pas une attention suffisante à la recherche d'investissements générateurs de revenus, les obstacles au commerce et les subventions en vigueur dans les pays riches sur des produits de base essentiels comme le coton et les oléagineux, et le potentiel insuffisamment reconnu de millions de femmes qui occupent une place centrale dans l'agriculture.

Dans les pays en mutation comme la Chine, l'Inde et le Maroc, l'agriculture contribue en moyenne pour seulement 7 % à la croissance du PIB, mais la faiblesse des revenus ruraux par rapport aux revenus urbains est une source majeure de tensions politiques. Il faut insuffler du dynamisme aux secteurs rural et agricole pour atténuer les disparités entre revenus ruraux et urbains et réduire la pauvreté dans laquelle vivent 600 millions de ruraux, sans tomber dans le piège des subventions et du protectionnisme qui bloqueraient la croissance et augmenteraient la charge fiscale sur les consommateurs pauvres.

Dans les pays urbanisés, principalement en Amérique latine et Caraïbes et en Europe de l'Est et Asie centrale, l'agriculture contribue pour seulement 5 % à la croissance du PIB en moyenne. Toutefois, 45 % des pauvres vivent encore dans les espaces ruraux, et le secteur agroalimentaire et les services de restauration représentent pas moins d'un tiers du PIB. L'objectif général est d'établir des ponts entre les petits exploitants et les marchés alimentaires modernes, et d'offrir des emplois rémunérateurs à la population rurale.

Le rapport souligne la nécessité pour les pays riches de réformer les politiques qui portent préjudice aux pauvres. Par exemple, les États-Unis doivent impérativement réduire les subventions sur le coton qui font baisser les cours pour les petits cultivateurs africains. Dans le nouveau secteur des biocarburants, deux problèmes se superposent : les droits de douane élevés et les subventions importantes dans les pays riches, qui renchérissent le prix des denrées alimentaires et limitent les possibilités d'exportation pour les producteurs performants des pays en développement. Le rapport ajoute que les pays industrialisés, premiers responsables du réchauffement climatique, doivent accroître au plus vite leurs efforts pour aider les agriculteurs pauvres à adapter leurs systèmes de production aux changements climatiques.

(source : <http://www.banquemondiale.org>)